

Harare, Zimbabwe, 19 août (Infosplusgabon – Le vice-président du Zimbabwe, Phelekezela Mphoko, aurait été convoqué par la Commission de lutte contre la corruption du Zimbabwe (Zimbabwe Anti-Corruption Commission ZACC) pour abus de pouvoir.

Cela intervient après que la famille de Mphoko eut empêché la semaine dernière les responsables de la ZACC d'obtenir une déclaration sur les allégations de présumée corruption.

La vidéo de la rencontre est depuis devenue virale sur les réseaux sociaux.

Cela fait également suite aux nombreux rapports indiquant que la ZACC avait éconduit les avocats de Mphoko, venus dans ses bureaux avec une déclaration de l'ancien vice-président et exigé sa présence physique.

"Nos agents ont rendu visite à l'ancien vice-président, Phelekezela Mphoko, chez lui. Les agents avaient l'intention de l'interroger en vue d'enregistrer sa déclaration. L'affaire porte sur un abus de pouvoir lors de son passage à la vice-présidence. Il est regrettable que l'ancien vice-président ait refusé de collaborer avec les agents de la force publique et déplorable que ses proches et lui-même se croient au-dessus de la loi", a déclaré la ZACC sur Twitter sur le site de micro-blogging.

"En tant que présidente, Matanda-Moyo (la juge Loice Matanda-Moyo) a répété à maintes reprises que personne n'était au-dessus de la loi. Nous veillerons à ce que le bras long de la loi lui rende visite d'une manière qu'il comprenne et qu'il réponde le plus tôt possible pour ses actions".

La ZACC a confirmé la convocation de Mphoko.

Mphoko fut nommé vice-président par l'ancien président Robert Mugabe le 10 décembre 2014. L'autre vice-président nommé en même temps que lui était Emmerson Mnangagwa, l'actuel président du Zimbabwe.

À la suite du coup d'État militaire de novembre 2017, Mphoko fut évincé de son poste de vice-président aux côtés de Mugabe car il était considéré comme proche de la faction Génération-40 fidèle à Mugabe au sein de la ZANU PF.

Mphoko avait ensuite été évincé du parti au pouvoir, le ZANU PF, à la suite de la réunion de

son comité central tenu à Harare le 19 novembre 2017.

Mphoko et son fils avaient perdu environ un an après le coup d'État, le contrôle de l'activité de vente au détail de Choppies au Zimbabwe en raison d'une lutte permanente entre lui et les autres actionnaires.

Depuis qu'il a été évincé de ses fonctions de vice-président, un certain nombre d'allégations d'abus de pouvoir de sa part portant sur des millions de dollars, ont été mises sur la table.

FIN/INFOSPLUSGABON/PML/GABON2019